



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Appel à Propositions

Projets sur l'eau et l'assainissement résilients au changement climatique

Date de soumission :
Le 30 avril 2023 à 17h00 (GMT)

FACILITE AFRICAINE DE L'EAU
Banque africaine de développement
Immeuble du Centre de commerce International
d'Abidjan CCIA, Avenue Jean-Paul II
Abidjan 01 BP 1387
Côte d'Ivoire.

Le 10 mars 2023

1 INTRODUCTION

La Facilité africaine de l'eau (FAE) est un fonds multilatéral hébergé et administré par la Banque africaine de développement (BAD). Il a été créé en 2004 à la demande du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), pour aider les pays africains à répondre aux besoins croissants d'investissement pour le développement et la gestion des ressources en eau. La FAE est un mécanisme de préparation de projets dirigé par des Africains et axé sur la demande qui accorde des subventions, mobilise des financements d'investissement et offre une assistance technique d'experts pour soutenir la préparation et la mise en œuvre de projets innovants d'eau et d'assainissement dans toute l'Afrique. De cette manière, il contribue à la réalisation de la Vision Africaine de l'Eau 2025 ainsi que des Objectifs de Développement Durable (ODD) liés à l'eau et de l'Accord de Paris.

[La FAE a une stratégie révisée couvrant la période 2017-2025](#) qui s'aligne sur les opérations de la nouvelle politique de l'eau (2021) et de la stratégie de l'eau (2021) du Groupe de la Banque, qui mettent davantage l'accent sur la sécurité de l'eau. L'objectif à long terme de la stratégie révisée de la FAE est « l'amélioration de la qualité de vie des communautés urbaines et rurales en Afrique ». Cet objectif sera atteint grâce à un ensemble de 22 actions stratégiques regroupées sous quatre priorités stratégiques, à savoir : (a) Priorité stratégique 1 : préparation et promotion de projets ; (b) Priorité stratégique 2 : investissements catalytiques ; (c) Priorité stratégique 3 : promotion des investissements ; et (d) Priorité stratégique 4 : gouvernance de l'eau. La stratégie met l'accent sur la généralisation et l'intégration de la résilience climatique au centre de ses interventions de programme, parmi d'autres questions transversales clés de genre, d'environnement, de sécurité, de création d'emplois et de sauvegardes sociales.

La Facilité africaine de l'eau travaille avec acharnement et entretient un partenariat solide avec des partenaires de développement clés afin de remplir son mandat. De 2006 à 2022, la FAE a mobilisé environ 205 millions d'euros auprès de 18 institutions financières bilatérales et multilatérales, fondations et gouvernements africains¹. En 2021/22, l'AWF a réussi à mobiliser un nouveau financement supplémentaire de plus de 39 millions d'euros auprès de l'Autriche, du Danemark, du Fonds nordique de développement et de la Fondation Bill & Melinda Gates. Il convient de souligner en particulier le financement récemment obtenu du Fonds nordique de développement (7,5 millions d'euros) et du gouvernement danois (26,8 millions d'euros) pour la reprise de la COVID-19 grâce à des mesures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) résilientes au climat au Sahel et Corne de l'Afrique (2021-2025) couvrant les pays du Niger, du Mali, du Burkina Faso, de la Somalie et de l'Éthiopie.

La FAE est un instrument catalyseur principalement conçu pour mobiliser des investissements. En moyenne, chaque euro apporte par la FAE a attiré 34€ d'investissements de suivi supplémentaires, et elle est en bonne voie pour mobiliser des projets d'investissement d'une valeur de 2.5 milliards d'euros d'ici 2023. Informations détaillées sur la FAE est disponible sur

¹ Les principaux donateurs de la FAE sont l'Algérie, l'Australie, l'Autriche, le Burkina Faso, le Canada, le Tchad, le Danemark, l'Égypte, la France, le Nigéria, la Norvège, le Sénégal, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni, la Banque, la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), l'Union européenne et le Fonds nordique de développement (NDF).

www.africanwaterfacility.org . Les candidats sont encouragés à visiter le site Web de la FAE pour plus d'informations.

2 APPEL A PROPOSITION

La FAE s'est lancée dans un exercice rigoureux visant à élargir et à constituer un solide portefeuille de projets bancables à financer et à permettre la mobilisation de financements supplémentaires pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique, à l'appui de la Vision africaine de l'eau 2025, de l'Agenda africain 2063, Accord de Paris pour l'action climatique et les objectifs de développement durable. Dans le cadre de sa stratégie révisée, la FAE recherche des projets à fort impact, transformateurs, catalytiques et axés sur l'adaptation au climat couvrant principalement les domaines sectoriels suivants : (i) Approvisionnement en eau et assainissement (urbain et rural), (ii) Plan directeur urbain (approvisionnement en eau, assainissement, etc.) ; (iii) Assainissement inclusif à l'échelle de la ville (CWIS) ; (iv) Adaptation au changement climatique et gestion des écosystèmes ; (v) Gestion des déchets solides et des boues fécales ; (vi) Polyvalent (eau, hydroélectricité, irrigation et gestion des écosystèmes) ; (vii) Planification et gouvernance intégrées des investissements dans l'eau au niveau transfrontalier/bassin.

Les pays membres, les communautés économiques régionales et les organismes de bassin fluvial sont priés de préparer et de soumettre des notes conceptuelles de projet (maximum cinq (5) pages) en utilisant le modèle ci-joint.

3. SOUMISSION

Les notes conceptuelles de projet complétées doivent être soumises par courrier électronique uniquement à africanwaterfacility@afdb.org avec copie à s.blazyk@afdb.org et e.nyabeeya@afdb.org, au plus tard à **17 heures (GMT) le 30 avril 2023**, en indiquant " Appel à propositions **2023' comme objet du courriel**. La FAE acceptera les soumissions aux formats Microsoft Word, WordPerfect ou Adobe pdf.

Mtchera Johannes CHIRWA
Coordinateur, Facilité Africaine de l'eau
Banque Africaine de développement
Immeuble du centre de commerce international
D'Abidjan CCIA, Avenue Jean-Paul II
Abidjan 01 BP 1387
Côte d'Ivoire.

MODÈLE DE NOTE CONCEPTUELLE DE PROJET DE LA FAE

Fiche d'information sur le projet			
NOM DU PROJET <i>[Fournir un titre descriptif pour le projet]</i>			
PAYS [pays d'intervention]			
LOCALISATION <i>[Identifiez la zone géographique que le projet couvrira]</i>	ETENDU : RÉGION [], BASSIN [], PAYS [], VILLE [], MULTI-VILLAGES/VILLES []		
BENEFICIAIRES			
AGENCE D'EXECUTION (S)			
TYPE DE PROJET*		DUREE DE PROJET	
NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT TOTAL (Euro)	
<p>*(i) Approvisionnement en eau et assainissement (urbain et rural), (ii) Plan directeur urbain (approvisionnement en eau, assainissement, etc.) ; (ii) Assainissement inclusif à l'échelle de la ville ; (iii) Adaptation au changement climatique et gestion des écosystèmes ; (iv) Gestion des déchets solides et des boues fécales ; (v) Polyvalent (eau, hydroélectricité, irrigation et gestion des écosystèmes) ; (vi) Planification et gouvernance intégrées des investissements dans l'eau au niveau transfrontalier/bassin.</p>			
<p>Justification (Contexte, problème traité et impact) <i>[Cette section doit décrire les défis spécifiques en matière d'eau et d'assainissement que le projet vise à résoudre. Il doit inclure toutes les statistiques, recherches et contextes pertinents pour soutenir la nécessité du projet. En outre, expliquez comment le changement climatique exacerbe les défis existants en matière d'eau et d'assainissement]</i></p>			
<p>Objectif(s) du projet <i>[Fournir un aperçu des résultats attendus du projet]</i></p>			
<p>Description du projet <i>[Cette section doit fournir une description détaillée du projet, y compris ses principales composantes, activités, bénéficiaires cibles, plan de durabilité et structure d'estimation des coûts]</i></p>			
<p>Aspects d'adaptation, d'atténuation et de renforcement de la résilience au changement climatique <i>[L'adaptation au changement climatique implique des mesures prises pour réduire la vulnérabilité des personnes, des écosystèmes et des infrastructures aux effets du changement climatique. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, cela peut inclure des actions telles que le renforcement des infrastructures pour résister aux phénomènes météorologiques extrêmes ou la promotion de pratiques agricoles plus résilientes. L'atténuation du changement climatique fait référence aux mesures prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et ralentir le rythme du changement climatique, ce qui peut aider à atténuer les impacts du changement climatique sur les systèmes d'eau et d'assainissement. Enfin, le renforcement de la résilience renforce la capacité des ressources en eau, des infrastructures, des structures de gestion, des communautés et des écosystèmes à faire face aux effets du changement climatique et à s'adapter à l'évolution des circonstances, ce qui peut contribuer à assurer la durabilité des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement face aux conditions climatiques changeantes. Ces aspects sont cruciaux pour assurer la disponibilité et la durabilité de services d'eau et d'assainissement sûrs et fiables dans le contexte du changement climatique.]</i></p>			
<p>Inclusion sociale, égalité des sexes, autonomisation des jeunes et des femmes dans les aspects de l'eau et de l'assainissement</p>			

[L'inclusion sociale garantit que tous les membres de la société ont un accès égal aux ressources, aux opportunités et aux services. L'égalité des sexes fait référence au traitement juste et égal des hommes et des femmes et à l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe. L'autonomisation des jeunes et des femmes en matière d'eau et d'assainissement implique de promouvoir leur participation active et leur implication dans les processus de prise de décision liés aux questions d'eau et d'assainissement.]

Emploi, moyens de subsistance, gouvernance, exploitation et maintenance et aspects de durabilité

[Les aspects de l'emploi et des moyens de subsistance impliquent la création d'opportunités d'emploi et le soutien de moyens de subsistance durables liés aux problèmes d'eau et d'assainissement. La gouvernance, l'exploitation et l'entretien comprennent la garantie que les systèmes d'eau et d'assainissement sont correctement gérés, exploités et entretenus pour assurer la durabilité.]

Coopération au niveau du bassin/transfrontalier, gouvernance de l'eau et protection des écosystèmes

[Il s'agit de savoir si le projet est planifié et géré au niveau du bassin/captage d'eau, y compris la protection de l'écosystème indépendamment des frontières politiques ou administratives.]

Statut du projet de préparation ou de mise en œuvre

[Le statut du projet indique si le projet est au stade de la planification ou de la mise en œuvre.]

Gouvernance, responsabilités et modalités de mise en œuvre

[La gouvernance fait référence aux structures et aux processus utilisés pour prendre des décisions et gérer le projet. Les responsabilités de mise en œuvre font référence aux rôles et responsabilités des différentes parties prenantes impliquées dans la gestion et la mise en œuvre du projet. Les arrangements font référence aux accords et aux mécanismes utilisés pour coordonner et gérer le projet.]

Partenaires potentiels, investisseurs, parties prenantes et aspects du cofinancement

[Les partenaires, investisseurs et parties prenantes potentiels désignent des individus ou des organisations qui peuvent soutenir le projet financièrement ou par d'autres moyens. Le cofinancement fait référence aux contributions de plusieurs sources de financement au projet.]

Alignement et contribution aux priorités, politiques et engagements internationaux nationaux/régionaux et continentaux (ODD, Accord de Paris, etc.)

[L'alignement et la contribution font référence à la mesure dans laquelle le projet est conforme et soutient les priorités, les politiques et les engagements du pays, de la région ou du continent, ainsi que les accords internationaux tels que les objectifs de développement durable (ODD), Vision africaine de l'eau 2025, Engagements de Charm el-Cheikh et Accord de Paris.]

Risques du projet

[Les risques sont des facteurs internes et externes, dont certains peuvent dépasser la capacité de gestion et de contrôle de l'agence d'exécution, ce qui peut affecter la portée, les délais, le coût, la qualité, etc.]

Remarque : La note conceptuelle du projet ne doit pas dépasser quatre (5) pages